

La Banque mondiale présente sa nouvelle stratégie pour l'Afrique

Au début de mars 2011, la Banque mondiale a présenté son nouveau plan de soutien pour l'Afrique intitulé « L'avenir de l'Afrique et la contribution de la Banque mondiale ». Selon cette stratégie, l'agriculture, principal acteur du secteur privé en Afrique, est un élément clé de la création d'emplois, et elle peut accroître la productivité, améliorer la valeur ajoutée et évoluer vers l'industrie agroalimentaire. La stratégie envisage de s'appuyer sur des mécanismes efficaces utilisés dans le secteur de l'assurance, notamment l'assurance intempéries. La stratégie veut identifier et appliquer des moyens rentables de s'adapter au changement climatique ou aux variations météorologiques et promouvoir la gestion durable de biens tels que l'eau, la pêche, les forêts et les terres humides. Le plan est axé sur trois domaines clés :

1. Compétitivité et emploi. Le plan veut aider les pays à diversifier leurs économies et créer des emplois, notamment pour les 7 à 10 millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail. Il contribuera à combler le fossé entre les besoins d'infrastructures et les investissements – qui sont actuellement d'environ 48 milliards de dollars US annuellement – et à faciliter le fonctionnement des entreprises. L'accent sera également mis sur le renforcement des compétences des travailleurs.

La création d'emplois et de perspectives d'avenir pour les jeunes fait partie des domaines d'intervention prioritaires de la nouvelle stratégie de la Banque mondiale.

2. Vulnérabilité et résilience. Les pauvres vivant en Afrique sont directement touchés par les chocs – qu'ils soient économiques ou sanitaires, ou qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou de conflits – qui les maintiennent dans la pauvreté. En mettant l'accent sur l'amélioration des soins de santé, en s'occupant de manière préventive des effets du changement climatique, notamment en améliorant l'irrigation et la gestion de l'eau, et en renforçant les capacités des organismes du secteur public à répartir plus équitablement les ressources et à parvenir à un consensus, le plan cherche à réduire le nombre de chocs et à limiter les dégâts causés par ceux qu'on ne peut éviter.

3. Gouvernance et capacité du secteur public. Des services cruciaux, dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'infrastructure de base, sont trop souvent inexistantes, ou sont fournis de manière insatisfaisante, en raison de la mauvaise gestion des fonds publics. Le programme d'aide de la Banque veut donner aux citoyens de meilleures informations sur ce qu'ils sont en droit d'attendre de leurs administrations, ainsi que la



Photo: J. Boethling

capacité de signaler les cas où les services ne sont pas fournis de manière appropriée. La Banque prévoit de collaborer directement avec les gouvernements pour les aider à améliorer leurs systèmes et leur capacité à fournir des services de base ainsi qu'à gérer les comptes.

La Banque fait remarquer que la nouvelle stratégie inverse l'ordre d'importance de ses instruments de soutien à l'Afrique. Dans l'ordre, les principaux éléments seront les partenariats, la connaissance, et la finance. L'objectif est de s'assurer que les interventions de la Banque viennent en complément de ce que les autres, notamment les gouvernements africains, le secteur privé et d'autres organismes, font. (World Bank/ile)

OCDE : La coopération peut stimuler l'économie africaine

Les pays africains devraient resserrer leurs liens transfrontaliers et renforcer leur intégration économique, afin de tirer pleinement bénéfice des relations avec leurs partenaires traditionnels et les pays émergents, et ainsi favoriser leur croissance durable et inclusive. C'est là le constat de la dixième édition des « Perspectives économiques en Afrique »

(*African Development Outlook*), qui a été présentée au début du mois de juin 2011 à Lisbonne/Portugal. Le rapport a été rédigé conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de Développement de l'OCDE, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations unies

pour l'Afrique (CEA). Selon les auteurs du rapport, les économies des pays d'Afrique ont relativement bien surmonté la crise mondiale et ont même amorcé une reprise en 2010. Toutefois, les récents événements politiques en Afrique du Nord et les prix élevés des produits alimentaires et pétroliers auront vraisemblablement pour effet

de ralentir la croissance du continent à 3,7 pour cent en 2011. Pour l'année en cours, l'Afrique subsaharienne va croître plus rapidement que l'Afrique du Nord. Par ailleurs, le nouveau rapport prévoit une reprise à 5,8 pour cent en 2012 pour l'ensemble du continent.

Selon le rapport, la seule croissance économique ne suffira pas au développement humain. C'est pourquoi les gouvernements devraient non seulement concentrer leurs efforts sur la création d'emplois, mais également sur l'investissement dans des services sociaux de base et dans la promotion de l'égalité des genres. C'est là le seul moyen d'empêcher que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte

■ Des partenariats prometteurs

Les auteurs du rapport sont d'avis que les nouvelles voies de coopération créées entre l'Afrique et les pays émergents, sont sources de grandes potentialités. L'Afrique est en train d'accroître son intégration dans l'économie mondiale et de diversifier ses partenariats. En

2009, la Chine a dépassé les États-Unis et est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique ; par ailleurs, la part des échanges de l'Afrique avec les pays émergents a sensiblement augmenté au cours des dix dernières années, passant de 23 pour cent à 39 pour cent. Les cinq pays émergents qui sont dorénavant les partenaires de l'Afrique les plus importants sont la Chine (38 %), l'Inde (14 %), la Corée (7,2 %), le Brésil (7,1 %) et la Turquie (6,5 %).

Le rapport fait également ressortir que, dans leur ensemble, les partenaires traditionnels assurent encore la plus grande partie des échanges commerciaux (62 %), de l'investissement (80 %) et de l'aide publique au développement (90 %) de l'Afrique. Les économies émergentes sont bel et bien en mesure de fournir le savoir-faire, les technologies et les expériences de développement supplémentaires nécessaires au relèvement du niveau de vie de millions de personnes vivant sur le continent. Les accords commerciaux qui bénéficient au continent dans son intégralité, qui permettent de tirer pleinement parti des activités du secteur

privé et qui stimulent les perspectives d'investissement au niveau régional constituent la voie à suivre.

■ La diversité paie !

Il est important que le pouvoir de négociation des pays du continent puisse s'améliorer et que sa croissance économique s'accélère. La spécialisation excessive en matières premières non-transformées représente ici un inconvénient. Le poids de la dette et les problèmes de gouvernance représentent encore de grands défis pour le continent. Le rapport recommande que, pour surmonter ces défis, les pays africains adoptent des politiques de développement qui promeuvent un large éventail de secteurs d'activités et qui réduisent leur dépendance des produits de base tels que les cultures de rente et les minéraux. (OCDE/sri)

Pour plus d'informations :

www.africaneconomicoutlook.org/fr

En bref

■ FAO : le marché des produits alimentaires reste tendu

Le marché des produits alimentaires de base restera dominé par des prix élevés et volatiles probablement jusqu'à la fin de 2011, voire même jusqu'en 2012. C'est ce qui ressort des dernières *Perspectives de l'alimentation* publiées en juin 2011 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les raisons invoquées sont des réserves en forte diminution et de trop faibles accroissements de la production des cultures principales. Alors que les prévisions de production pour des pays tels que la Fédération de Russie et l'Ukraine sont positives, des conditions météorologiques défavorables en Europe du Nord et aux États-Unis pour-

raient entraîner des baisses de récoltes pour le maïs et le blé. La FAO prévoit que la production mondiale atteindra 2 315 millions de tonnes de céréales, soit 3,5 pour cent de plus qu'en 2010. En ce qui concerne le riz, elle estime les rendements à 463 millions de tonnes, ce qui signifierait une augmentation de 2 pour cent. Cependant, à la fin de l'actuelle campagne agricole, les réserves mondiales de céréales s'élèveront probablement encore à 494 millions de tonnes. Étant donné que la demande de céréales a augmenté, la récolte record de 2011 ne suffira probablement pas à couvrir les besoins. L'annonce de la Fédération de Russie de lever son interdiction d'exporter en juillet 2011 pourrait contribuer quelque peu à diminuer

la pression. L'offre en graines oléagineuses ne suffira probablement pas à satisfaire la demande accrue de sorte que la FAO s'attend dans ce cas à une nouvelle diminution des réserves mondiales. La production de viande restera limitée à 294 millions de tonnes du fait des prix élevés des produits fourragers et des aliments pour le bétail et de la flambée de maladies. Une forte demande d'importation et des disponibilités restreintes pour l'exportation contribueront là aussi à une hausse des prix au cours des mois à venir. Dans l'ensemble, les importations internationales représenteront la somme record de 1,29 milliard de dollars USD, soit un cinquième de plus qu'en 2010. Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et les

pays les moins développés (LDC) seront les plus durement touchés, car ils doivent dépenser 27, voire même 30 pour cent de plus pour leurs importations de produits alimentaires que l'année précédente. Ces dépenses pour des produits alimentaires importés pourraient représenter 18 pour cent de l'ensemble des dépenses d'importation des pays vulnérables, contre une moyenne mondiale d'environ 7 pour cent. (FAO/sri)

■ FAO : Réseaux d'essais de semences pour l'Afrique

En avril 2011, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO) a déclaré qu'un réseau panafricain de laboratoires d'essais de semences avait été mis en place par l'Union africaine et le Réseau semencier africain. Ce réseau a pour objectif d'accélérer l'harmonisation, à l'échelle du continent, du marché des semences concernant les cultures traditionnelles et non traditionnelles. Le *Forum for Africa Seed Testing* (FAST), basé à Nairobi, va accélérer l'application de lois visant à harmoniser le secteur et à favoriser les essais et les contrôles qualité des semences, ainsi que l'élaboration de protocoles d'essais de semences pour les principales cultures, aussi bien pour les entreprises

publiques que privées. Selon la FAO, avec FAST on dispose pour la première fois d'un cadre réglementaire pour un certain nombre d'importantes cultures vivrières africaines telles que la morelle noire (*Solanum nigrum*), plante médicinale également utilisée comme légume en Éthiopie et d'autres pays d'Afrique orientale, notamment pendant la « période de soudure » et la *Cleome gynandra*, ou chou africain. Même des céréales de sécurité alimentaire importantes telles que le fonio, couramment consommé dans la région du Sahel, en Afrique occidentale, bénéficieraient de l'existence du FAST. (FAO/ile)

Programmes intégrés de sécurité alimentaire – le bon moyen de lutter contre la faim ?

Face aux préoccupations croissantes que suscite la sécurité alimentaire mondiale, la question se pose de savoir si la coopération au développement dispose véritablement des connaissances nécessaires et d'instruments appropriés pour lutter contre la faim. Le concept des programmes intégrés de sécurité alimentaire (PISA) est une approche que la coopération allemande au développement a fortement défendue, en particulier dans les années 1990. En mai 2011, la GIZ et Welthungerhilfe ont lancé une invitation pour Bonn, en Allemagne, pour y présenter les résultats d'une évaluation d'un tel programme, effectuée de 1997 à 2004, dans le district de Mulanje, dans le sud du Malawi.

Patrick Webb, ancien directeur de la division « Nutrition » du Programme alimentaire mondial des Nations unies et responsable de l'évaluation, a attesté que le programme de sécurité alimentaire mondial avait un grand nombre d'effets positifs. C'est ainsi que, six ans encore après l'achèvement du programme, on a observé une amélioration sensible de la situation alimentaire de la population de Mulanje. Il a ainsi été

possible, par exemple, de diminuer de dix pour cent le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale. Toujours selon Webb, il s'agit là d'une grande réussite car, d'après ce que l'on sait aujourd'hui, l'insuffisance pondérale représente le plus grand danger de déficit alimentaire et est un « marqueur » de la malnutrition.

■ Amélioration sensible des conditions de vie

Dans l'ensemble, on a pu enregistrer une amélioration sensible de la situation sanitaire à Mulanje, en particulier chez les femmes et les enfants, explique Webb. De nombreux autres objectifs du projet ont été atteints tels qu'une productivité agricole améliorée et un accroissement de la production dans plusieurs cultures vivrières. Les pertes de récolte et les pertes d'animaux par suite de maladie ont diminué. L'introduction et la promotion de semences nouvelles et améliorées a permis de diversifier la production agricole. Ces différents résultats ont permis de raccourcir les périodes de soudure durant lesquelles les réserves des ménages ruraux s'épu-

saient et de faire en sorte que leurs revenus s'améliorent. En outre, l'accès aux marchés (p.ex. pour la vente de récoltes, l'achat de nourriture) s'est amélioré grâce à la construction de routes et de ponts. En outre le programme a encouragé des activités visant à diversifier les sources de revenu non agricole qui contribuent à améliorer les moyens de subsistance. Selon Webb, le programme s'est, dans l'ensemble, avéré être un instrument efficace et durable de la sécurité alimentaire.

Selon Mathias Mogge de la Welthungerhilfe les programmes intégrés de sécurité alimentaire constituent une approche prometteuse à laquelle il faudrait de nouveau avoir davantage recours à l'avenir. Au Malawi, par exemple, l'approche a également influencé les décideurs au niveau gouvernemental et a débouché sur la promotion de programmes de sécurité alimentaire. Le pays a ainsi réussi à redresser sa position sur l'Indice mondial de la faim que la Welthungerhilfe publie chaque année en commun avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), celle-ci étant passée d'« alarmante » à « grave ». (wi/sri)

Issues à la crise alimentaire

Le «Forum des questions mondiales» du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, qui s'est déroulé à Berlin vers la mi-mai 2011, avait pour adage «(Pas de) pain pour le Monde» et devait identifier des voies et moyens de sécuriser l'alimentation mondiale. Trois thématiques étaient à l'honneur: les relations existant entre les crises alimentaires et les conflits politiques, la question de l'exploitation et de l'accaparement des terres ainsi que les forces et faiblesses de l'architecture globale sous-tendant l'alimentation mondiale.

■ Moins de faim = moins de conflits?

Dans sa déclaration liminaire, le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a affirmé clairement que les efforts déployés en vue de lutter contre la faim étaient en même temps toujours une intervention en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde. Cependant, la majorité des participants réfutent l'argument selon lequel une extension de la famine conduirait automatiquement à davantage de conflits. Stefan Schmitz du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) note que 60 pour cent de toutes les personnes souffrant de la faim vivent en Asie du Sud, dans des pays qui sont politiquement stables. Vingt pour cent d'entre elles vivent dans des États fragiles, mais: «les États ne sont pas fragiles parce que leur population souffre de la faim, mais inversement». Ralf Südhoff, collaborateur du Programme alimentaire mondial (PAM) rappelle qu'environ 850 millions de personnes souffrent de la faim depuis des décennies, alors que pendant de nombreuses années il n'y a pas eu de conflits internationaux qui ont été directement provoqués par la situation alimentaire. Cependant la forte hausse des prix enregistrée sur les marchés des produits alimentaires en 2008

a fait que la faim a touché des parties de la population qui auparavant n'étaient pas concernées, comme la strate inférieure de la couche moyenne dans les villes. «Les gens voient que les améliorations minimales de leur situation qu'ils avaient réussi à obtenir se détériorent à nouveau. Cela pourrait entraîner des bouleversements politiques.»

Environ 56 milliards d'hectares de terres dans le monde sont actuellement loués par des investisseurs étrangers. Est-ce bon ou mauvais pour l'alimentation mondiale? Tewolde Berhan Gebre Egziabher, directeur général de l'Autorité de protection de l'environnement d'Éthiopie fait état d'expériences positives dans son pays. «Il s'agit principalement de surfaces qui étaient auparavant exploitées de façon extensive ou pas du tout; ces terres ont à présent été mises en valeur grâce à l'irrigation et à d'autres méthodes».

Michael Windfuhr, membre de l'Institut allemand pour les droits de l'homme, invite à réfléchir au fait que les conditions d'accès à la terre deviennent encore plus difficiles pour ceux qui souffrent déjà de la faim quand des investisseurs étrangers entrent en jeu. Souvent, ceux-ci ne possèdent pas de titres fonciers et n'ont pas non plus de droits d'usage fixés par écrit, ce qui vaut en particulier pour les femmes. Il importe donc de garantir que ces personnes ne soient pas chassées de leurs terres. Mais il ne suffit pas pour autant de se concentrer de façon unilatérale sur la question des droits fonciers quand il s'agit d'accroître la production par des investissements dans les pays bénéficiaires: pendant des années, des questions telles que l'extension des capacités de stockage, l'industrie de transformation et l'infrastructure ont été négligées dans les pays en développement tout comme l'ont été les questions de finan-

cement ou de garantie d'une bonne formation. Windfuhr est intimement convaincu que «les investissements intérieurs sont plus importants encore que les investissements étrangers».

■ Une architecture centrale?

L'architecture mondiale de la sécurité alimentaire s'est jusqu'ici soldée par un échec. De grands espoirs sont désormais placés en premier lieu dans le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) qui vient d'être restructuré (voir p. 13). Pour Joachim von Braun, directeur du Centre de recherche sur le développement, à Bonn, l'organisation n'est pas suffisamment forte pour pouvoir résoudre le problème de la faim dans le monde, car elle ne jouit pas de l'indépendance nécessaire. Von Braun plaide en faveur d'une banque de réserve alimentaire mondiale pour les pauvres afin d'éviter les fluctuations des prix à l'avenir. Alexander Müller, directeur général adjoint de la FAO, s'est prononcé contre cette idée, car «une banque centrale est exactement à l'opposé d'une approche participative. Or nous avons besoin que tous les acteurs se trouvent à bord si nous voulons lutter contre la faim dans le monde.» Les participants à la conférence étaient cependant unanimes à dire qu'en plus d'une transparence accrue sur les marchés agricoles et d'une plus grande responsabilité en matière de lutte contre la faim, il fallait avant tout qu'une exigence soit remplie: «Nous voulons de l'argent sur la table!» (sri)



Photo: C. Kovermann / Terre des hommes